



## **Appel du congrès de la Fédération CGT des organismes sociaux aux salariés de la Protection Sociale.**

### **L'heure est à la reconquête de la protection sociale.**

Les salariés de la sécurité sociale, de la Mutualité Sociale Agricole (MSA), du Régime Social des Indépendants (RSI), de pôle-emploi, de la mutualité, des groupes de protection sociale (GPS), des missions locales, de l'aide à domicile, des régies de quartiers sont tous confrontés aux :

- suppressions massives d'emplois,
- fusions, restructurations, mutualisations d'activité,
- externalisation et privatisation,
- rigueur budgétaire,
- dégradation des conditions de travail avec des conséquences graves sur la santé des salariés,
- remise en cause des garanties collectives et usages,
- abandon de nos missions fondatrices et des services de proximité,
- absence de reconnaissance et de paiement des qualifications, individualisation, managements par objectifs,
- insuffisance et absence d'augmentation salariale depuis de nombreuses années.

C'est une véritable destruction de l'intérieur de toutes les composantes de la protection sociale, notamment à travers la casse de l'emploi et du blocage des salaires qui assèchent le financement de la protection sociale. La bataille des salaires est l'affaire de tous, public et privé.

Tout ce qui constitue la protection sociale collective intergénérationnelle, tout ce qui garantit la solidarité entre les malades et les biens portants, entre les salariés et les demandeurs d'emploi est aujourd'hui en danger.

La fédération et les syndicats ont la responsabilité d'être porteurs des revendications des personnels dans le champ qui les concerne et d'impulser la reconquête de la protection sociale.

Dès l'origine de la Sécurité Sociale, le CNPF puis le MEDEF n'ont eu de cesse d'abattre ce formidable acquis social, imaginé par le Conseil National de Résistance (CNR).

Le congrès alerte les salariés : le patronat veut y mettre un terme définitif. Son but : récupérer pour la spéculation le salaire socialisé.

En accord avec les décisions européennes, le gouvernement par ses récentes mesures et lois orchestre aujourd'hui cette casse :

- loi Hôpital Patient Santé et Territoire (HPST)
- mise en place des agences régionales de santé (ARS)
- loi de financement de la Sécurité Sociale (LFSS)
- fin de la retraite à 60 ans
- augmentation des annuités

- baisse du montant des pensions
- création de pôle emploi
- modification du code de la mutualité et ses dérivées assurantielles
- pacte EURO +

Le congrès alerte les salariés sur les intentions du gouvernement dans le dossier de « la dépendance » : Etat et patronat veulent ouvrir un marché juteux au secteur marchand. Pour nous la vieillesse n'est pas un risque, la perte de l'autonomie est la conséquence de la dégradation de l'état de santé.

Fort de ce constat, le congrès affirme que la prise en charge de la perte d'autonomie relève entièrement de la Sécurité Sociale et donc de l'assurance maladie. C'est pour cela que la Sécurité Sociale a été créée « garantir chacun de la naissance à la mort ». Il faut refuser et combattre les dérivées assurantielles de la mutualité et des GPS.

Dans le même temps le gouvernement Sarkozy entretient des dérivées populistes extrêmement dangereuses pour la cohésion sociale. La dernière déclaration sur les bénéficiaires du RSA stigmatisés comme des profiteurs, assimilés à des fraudeurs en est la dernière illustration.

Les tentatives du Front National de se donner une apparence sociale ne peuvent et ne doivent tromper les salariés.

Le congrès réaffirme : « les valeurs de la CGT sont antinomiques avec les thèses racistes et xénophobes ».

### **Résistance, reconquête et conquête de la Protection Sociale : véritable enjeu de société.**

Le 9ème congrès appelle l'ensemble des salariés et retraités à se mobiliser, à interpeller les élus et à développer des actions et des luttes pour bâtir une protection sociale financée par les cotisations sociales et répondant à tous les besoins de la population.

Construisons le rapport de force nécessaire à la mobilisation interprofessionnelle, en particulier lors du débat parlementaire sur le PLFSS qui s'ouvrira en octobre.

Nous exigeons l'abrogation de la loi HPST, le retrait de la loi portant réformes des retraites, le maintien de tous les organismes de la protection sociale et des emplois. Seule une politique de l'emploi à la hauteur des enjeux permettra de conserver toutes les composantes de la protection sociale.

### **Réaffirmons les valeurs fondamentales du CNR :**

- unicité,
- universalité,
- solidarité
- démocratie